

UKRAINE PALESTINE



**DÉFENDONS LES PEUPLES
CONTRE LES IMPÉRIALISMES,
D'OÙ QU'ILS VIENNENT !**

ZOOM

SNCF. Les cheminotEs en grève pour leurs revendications

Page 2

INTERNATIONAL

USA. Un demi-milliard de dollars d'amende pour Trump...

Page 4

ARGUMENTS

24 février 2022-24 février 2024: la guerre en Ukraine

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Marine, «seum_euse» sur les réseaux sociaux

Page 8

Édito

Avec Attal, les paysanNes sont loin du compte

Par LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Le salon de l'agriculture approche. Le gouvernement a besoin de calmer la colère des agriculteurEs, de les voir remballer tracteurs, lisières et banderoles. Il a donc lâché des mesures axées sur les «normes», dénoncées par la FNSEA, la Coordination rurale et les Jeunes agriculteurs comme principales responsables de la crise. Ainsi, Attal a abondé dans le sens des demandes de diminution du nombre et des exigences des normes. Foin de la loi Egalim! Haro sur le plan Écophyto! L'engagement pris pour réduire l'usage des pesticides de 50% d'ici 2030 a été mis en pause. Tant pis, même si cette carotte ne réglera pas le problème du revenu des paysanNes, un des sujets qui ont déclenché la colère et amorcé la révolte.

La reculade du gouvernement sur les pesticides a provoqué la colère des ONG. En cause, le remplacement de l'indice NODU (nombre de doses unités) qui ne sera plus le principal indicateur, par l'HRI-1 (indicateur de risque harmonisé, rien que le nom!) fondé sur les quantités de pesticides déversés à l'hectare, minimisant leur toxicité. Par exemple, la levure chimique, pesticide autorisé en bio, comptera davantage qu'un pesticide puissant et toxique mais en moindre volume. L'ONG Générations futures a montré que l'HRI-1 fera passer le plan Écophyto pour une vraie réussite, alors qu'on est loin de l'objectif fixé. Ainsi, de 2011 à 2021, avec le NODU, on a une augmentation de 3% des pesticides, avec l'HRI-1 on a une baisse de 32%! Un enfumage de plus! Dans le secteur agricole comme ailleurs, aucune solution économique et sociale compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique ne peut émerger d'un système vérolé par la concurrence, la recherche de profits croissants, l'exploitation des ressources et des travailleurEs. Pendant ce temps, les exigences immédiates en matière de prix et de revenus pour permettre aux paysanNes de vivre correctement de leur travail, comme le réclame justement la Confédération paysanne, attendent toujours.

Bien dit

Navalny était l'un des auteurs du populisme russe qui, malgré ses références de droite, tendait à problématiser le capitalisme oligarchique — en attirant l'attention sur la pauvreté et les inégalités en Russie [...]. Son assassinat est un signal politique clair que le poutinisme entre dans une nouvelle phase.

Déclaration du mouvement socialiste russe, 16 février 2024

À la Une

UKRAINE, PALESTINE Défendons les peuples contre les impérialismes, d'où qu'ils viennent!

Il y a près de deux ans, la Russie lançait une guerre d'invasion brutale contre l'Ukraine. Enchaînant les crimes de guerre, l'armée russe a massacré des civilEs et bombardé massivement des villes ukrainiennes, pour tenter d'intégrer l'Ukraine dans «l'espace» dominé par la Russie...

Au-delà des millions de réfugiéEs et de déplacéEs, des dizaines de milliers de victimes civiles et de soldats ukrainiennes ont déjà payé le prix de cette guerre. Les annexions illégales et les crimes de guerre se multiplient : russification forcée d'enfants et des territoires occupés, pluies de missiles sur les infrastructures... La Russie de Poutine utilise quant à elle ses prisonnierEs et populations pauvres comme chair à canon.

Soutenir la résistance populaire ukrainienne

Nous sommes totalement solidaires du peuple ukrainien. Les troupes russes doivent quitter l'ensemble du territoire ukrainien, et chaque région ukrainienne doit pouvoir faire valoir son droit démocratique à l'autodétermination. Les sanctions économiques doivent être renforcées contre l'oligarchie au pouvoir en Russie, la dette ukrainienne doit être annulée, et le peuple ukrainien doit recevoir des aides financières et les armes pour protéger ses vies, ses infrastructures vitales et ses droits.

Nous soutenons particulièrement la gauche ukrainienne qui continue à lutter pour les droits sociaux remis en cause par le gouvernement Zelensky, sous la pression des grandes puissances occidentales. Ces politiques néolibérales, mais aussi la répression politique contre la gauche, affaiblissent la résistance populaire ukrainienne.

Combattre le régime ultra autoritaire de Poutine

En Russie, Poutine emprisonne les opposantEs... quand il ne les assassine pas, comme c'est le cas d'Alexeï Navalny (même si nous



ne partageons pas ses positions nationalistes et racistes, son soutien à l'annexion de la Crimée). Des centaines de ses partisanEs ont été arrêtéEs pour avoir osé manifester leur colère face à cet assassinat.

Notre solidarité va à celles et ceux qui, au sein de la fédération de Russie, combattent la guerre, la corruption de l'oligarchie russe qui tient les rênes du pouvoir politique et économique, et résistent au régime de plus en

plus fascinant de Poutine. C'est le cas de la gauche russe, ainsi que de personnalités comme le politologue et sociologue marxiste Boris Kagarlitsky, condamné à une peine de cinq ans de prison, notamment pour avoir pris position contre la guerre en Ukraine.

De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime

Les grandes puissances membres de l'OTAN veulent tirer de la

guerre en Ukraine le plus grand profit possible et globalement préserver leur « sphères d'influence » sur le dos des peuples. Dans un contexte où la Russie et la Chine contestent l'hégémonie occidentale mais n'y opposent aucune alternative progressiste, la course aux armements et la surenchère militariste, en Ukraine comme ailleurs, sont lourdes de dangers pour l'ensemble de l'humanité.

Il faut dénoncer les discours hypocrites des États-Unis ou de l'Union européenne qui prétendent défendre « la démocratie » en Ukraine contre l'occupation russe... et soutiennent l'État d'Israël dans sa politique génocidaire à Gaza. Ainsi la Cour internationale de justice a souligné le risque de génocide à Gaza, où plus de 30 000 GazaouiEs ont été assassinéEs (dont 70% de femmes et d'enfants). Et Netanyahu annonce qu'il veut finir le travail à Rafah où 1,8 million de PalestinienNes sont réfugiéEs dans des conditions épouvantables!

Cela rend d'autant plus urgent et nécessaire de développer concrètement la solidarité : peser sur nos gouvernements pour les forcer à infléchir leur politique (notamment en manifestant le plus massivement possible), participer aux campagnes comme BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) contre l'État d'Israël ou aux réseaux solidaires de la résistance ukrainienne, aider les populations victimes des guerres, et soutenir les forces de résistance armées et non armées.

Acturama



Depuis dix jours les opposantEs à l'A69, et en particulier les écureuil.les qui à la Crém'arbre défendent les arbres promis à l'abattage, font face à une répression brutale et disproportionnée. Le préfet du Tarn est visé par une plainte contre X pour mise en danger volontaire de la vie d'autrui. La mobilisation, déterminée, ne faiblit pas : la ZAD s'est étendue mardi 20 février sur un deuxième site. L'A69 ne passera pas! © NPA

En septembre 2022, un collectif de contrôleurEs syndiqués (principalement CGT et SUD-Rail) et non syndiqués se sont organisés, d'abord via un groupe Facebook pour échanger ensemble sur les difficultés de leur métier. Totalement ignorés par la direction qui refusait de discuter avec des interlocuteurs non identifiés, ces salariéEs ont fini, par l'intermédiaire des syndiquéEs de leur collectif, par se faire aider par les syndicats de la SNCF. Au départ, seul SUD-Rail a répondu, acceptant que dans chacune des délégations que la direction recevait il y ait au moins un contrôleur du collectif de non-syndiqués. Rejoins ensuite par la CGT.

Cela a débouché sur une grève au moment des départs des vacances de Noël 2022. Déjà, il était question de grève surprise alors que la démarche était initiée depuis septembre, bien avant les délais légaux ! Les cheminotEs avaient averti de leur intention de faire grève à Noël, s'ils et elles n'étaient pas écoutés.

Au moins deux contrôleurs dans chaque TGV

À l'issue de ce week-end de grève à Noël 2022, la direction avait pris des engagements qui, à ce jour, n'ont pas été totalement respectés. Par exemple, la direction s'était engagée à répondre favorablement à la demande de mettre au moins deux contrôleurEs dans chaque TGV. Chaque rame pouvant transporter 600 voyageurs, cela semble être assez logique. La direction expliquait qu'il fallait un peu de temps, précisant que ce serait effectif fin 2023, le temps d'embaucher et de former les nouveaux contrôleurEs. Aujourd'hui elle explique que cela prendra encore deux ans, car c'est difficile. Les contrôleurEs demandaient aussi une réflexion sur la pénibilité de leur métier et sur leur fin de carrière. La direction, après avoir promis que les négociations auraient lieu en 2023, annonce aujourd'hui qu'elle va commencer les discussions au prochain trimestre. Commencer les discussions ! Pas le moindre engagement, donc.

SNCF Les cheminotEs en grève pour leurs revendications

La grève des contrôleurEs décidée pour le week-end de chassés-croisés des vacances scolaires de février est loin d'être une surprise. La direction fait mine de s'étonner, mais les raisons sont anciennes.

GRÈVE À LA SNCF



Les contrôleurs demandaient aussi une revalorisation de leur prime de travail car celle-ci, contrairement aux primes octroyées à chaque fois par la direction pour éteindre l'incendie, compte pour la retraite. Tous nos prétendus spécialistes de la question dans les différentes directions des ressources humaines n'ont pas encore fait quoi que ce soit. Car la direction, qui comme à chaque fois explique à longueur d'année l'importance du dialogue social, est incapable de répondre aux différentes problématiques, sauf lorsqu'elle y est contrainte par la grève. Il est donc bien plus simple de chercher à monter les usagerEs contre les cheminotEs en racontant des fadaises, sur des salaires que les contrôleurEs sont loin de toucher, que les chiens de gardes du pouvoir, de TF1 et CNews en relayent, donc.

Le PDG de la SNCF dans un grand numéro au journal télévisé a expliqué que les contrôleurEs ont été augmentés ces deux dernières années de 500 euros par mois. Il a ainsi réussi à les mobiliser encore plus, puisqu'ils et elles étaient entre 70 % et 80 % au TGV et 50 à 60 % au TER en grève en réponse à son mépris et ses provocations.

Des augmentations de salaire, pas des primes !

L'arme ultime de la direction, bien peu imaginative, est une prime de 400 euros, ce qui ne répond à aucune demande. L'autre demande légitime des cheminotEs n'est pas de recevoir une prime supplémentaire. Ils veulent une revalorisation de leur salaire. Car lors de leur départ à la retraite, la pension est calculée sur leur salaire de base bien loin de leur salaire réel (qui intègre les primes).

La direction a pourtant de quoi répondre aux cheminotEs et elle le sait ! Elle a d'ailleurs reculé l'annonce de ses bénéfices pour 2023, afin de ne pas se mettre l'opinion publique à dos ! On parle de 2 milliards, après une année 2022 déjà excellente. Lors des négociations salariales de fin 2023 et un odieux chantage à la signature, elle s'était contentée des signatures des syndicats d'accompagnement UNSA et CFDT. Pourtant, les syndicats de luttes CGT et SUD-Rail dénonçaient la faiblesse des mesures et annonçaient déjà que la combativité des cheminotEs allait revenir. La preuve aujourd'hui ! Dans les technicentres (ateliers du matériel), chez les aiguilleurs, des luttes corporatives sont aussi en cours.

Il est aujourd'hui cocasse d'entendre le PDG de la SNCF annoncer qu'il ne veut pas donner uniquement aux contrôleurEs mais organiser des négociations pour l'ensemble des cheminotEs, alors que, depuis quasiment vingt ans, lui et ses prédécesseurs ont tout fait pour segmenter l'entreprise publique en la découpant en plusieurs morceaux. Le bras de fer en cours doit être un exemple pour tous les travailleurs qui ont des droits à faire respecter !

Fabio Lattisana

À lire sur le site

La grève, un droit que les cheminotEs ont décidé d'utiliser



No comment

Nous avons choisi de réduire les dépenses immédiatement et massivement. Il s'agit de la voie du courage et de la responsabilité. L'État se serre la ceinture

BRUNO LE MAIRE, ministre de l'Économie et des Finances, le 18 février, qui n'envisage pas d'autre «voie du courage», comme rétablir l'ISF ou de ponctionner les dividendes records...

Agenda

Judi 22 février, réunion publique du NPA sur Lénine, Le Mans. À 18h, à la Maison des Associations, 4, rue d'Arcole. Avec Guillaume Fondu, auteur de *Que faire de Lénine?* (Éditions Critiques).

Samedi 24 février, marche pour l'Ukraine, Paris. À 14h, République.

Lundi 26 février, réunion publique de solidarité avec la Kanaky, Paris. À 19h, à la Bourse du travail, salle Henaff, 85, rue Charlot, métro République.

Mercredi 28 février, rassemblement pour le droit à l'avortement, Paris. À partir de 16h30, devant le Sénat. Lire page 6.

Mercredi 28 février, meeting unitaire pour un retrait rapide d'Afrique de l'armée française, Paris. À 19h, à la Bourse du travail, salle Henaff, 3, rue du Château-d'Eau. À l'initiative de Survie et de plusieurs organisations dont le NPA. Lire page 4.

Samedi 2 mars 2024, conférence de Jean-Jacques Marie sur le centenaire de la naissance de l'opposition de gauche en URSS, Paris. Par les Cahiers du mouvement ouvrier, à 14h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine dans le 12^e.

Vendredi 8 mars, journée de grève féministe pour le droit à l'avortement, Paris. À partir de 16h30, devant le Sénat.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

PALESTINE BDS, exprimer notre solidarité au peuple palestinien

Samedi 17 février, et alors que les PalestinienNEs de la bande de Gaza continuent de subir les bombardements répétés, la famine et les exactions, le soutien s'est exprimé un peu partout en France par des actions visibles de la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions).

La journée d'action contre Carrefour a été un succès et a permis de faire entendre la voix des soutiens à la lutte du peuple palestinien. Dans de nombreuses villes, de Limoges à Rennes (voir article sur le site), l'accueil fut très bon, du côté des clientEs comme des employéEs.

Ainsi, à Montpellier, une centaine de personnes ont «occupé» pendant une heure le Carrefour Grand Sud de Lattes en périphérie de Montpellier. À Quimper, une vingtaine de personnes du collectif pour un cessez-le-feu immédiat et une paix juste et durable ont déambulé dans les travées du Carrefour en diffusant un tract remettant en cause la

collaboration de Carrefour France avec l'apartheid, la politique de colonisation de l'État d'Israël contre le peuple palestinien et les massacres à Gaza. Elles ont aussi distribué l'adresse au PDG de Carrefour, ce qui a fait dire au camarades qu'il s'agissait d'«une belle matinée de soutien concret au peuple palestinien». À Lyon, un drapeau palestinien géant a été déployé et des tracts ont été jetés du haut du centre commercial. À Paris, une centaine de personnes ont obligé Carrefour Market dans le 13^e arrondissement à baisser ses grilles. Au rythme de la Fanfare invisible, les forces de répression ont dû lever la nasse. Des militantEs auront quand même eu le temps

d'envahir le magasin afin de sensibiliser la clientèle à la complicité de Carrefour dans le génocide à Gaza.

Ces actions, comme les manifestations qui se sont également tenues samedi à Angers, à Bayonne, à Orléans, à Épinal, Besançon et dans bien d'autres villes, doivent se poursuivre et s'amplifier. La journée de mobilisation du 17 février est en ce sens une étape importante pour faire connaître la situation du peuple palestinien et faire entendre une voix contre les impérialismes et contre l'occupation.

Clémentine Berthe

À lire sur le site



BDS: À Rennes, un samedi pour la Palestine!

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PORTUGAL

Personne ne s'assoit avec André Ventura

Le leader de l'extrême droite portugaise s'apprête à augmenter considérablement son groupe parlementaire, celui du parti Chega. Il est annoncé candidat à la victoire aux élections du 10 mars. Mais même si tel était le résultat, le parti Chega aurait de nombreuses difficultés à former un gouvernement.

Les électeurEs portugais sont appelés à voter le 10 mars pour élire un nouveau gouvernement, deux ans plus tôt que prévu, car le Premier ministre António Costa, malgré la majorité absolue à l'Assemblée de la République, a fini par démissionner lorsqu'il a appris qu'il était l'objet d'une enquête dans une affaire de suspicion de corruption. À qui profite le plus cette élection anticipée ? À André Ventura, leader de Chega (« Assez ! »), parti fondé en 2019 et qui a connu une trajectoire politique vertigineuse. Il s'est présenté pour la première fois aux élections législatives de 2019 et a obtenu 1,3% des voix, élisant un député, Ventura.

Ascension électorale fulgurante

En 2021, le même Ventura s'est présenté à la présidence de la République et a obtenu 12% des voix, se classant troisième. Lors des dernières élections législatives, en janvier 2022, Chega a obtenu 7,4% des voix et a élu 12 députés. Le dernier sondage le donne à 16,5%, derrière les 22,4% du PS et les 24,3% de l'Alliance démocratique (AD), coalition dominée par le Parti social-démocrate (PSD). L'enquête précédente avait sonné l'alerte en prévoyant 19% des voix pour Chega. Une troisième enquête donne Chega à 15%, très proche des 19% d'AD.

Qu'est-ce qui fait fonctionner Ventura ?

Chega est un parti raciste, conservateur et ultralibéral, même s'il est toujours très difficile de savoir ce qu'il défend, car il essaie de dire ce que les gens veulent entendre. Ce n'est pas un hasard si son premier programme, qui défendait la privatisation de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, a été caché pour être oublié. Il profite de la vague d'extrême droite qui frappe l'Europe et le monde. Ventura entretient des contacts étroits avec la famille Bolsonaro, avec Trump et l'AFD en Allemagne, ou avec Orbán en Hongrie.

Deuxièmement, la succession de crises politiques provoquées par des soupçons de corruption qui ont frappé le gouvernement de Lisbonne ainsi que le gouvernement régional de l'île de Madère alimentent Chega, un parti qui a toujours affiché une rhétorique contre la corruption. Lorsque, par exemple, la police découvre 75 000 euros en espèces cachés dans le bureau du chef de cabinet d'António Costa, à qui profite le plus cette découverte ? À André Ventura, bien sûr.

Difficiles pronostics

Avec autant d'événements imprévus et un grand nombre d'indécis selon les sondages, il est difficile de faire des pronostics. Une victoire du PS avec une majorité des partis de gauche est-elle encore possible ? Oui, mais la tendance actuelle n'est pas celle-là. Et si AD gagnait, avec une majorité relative, et avait besoin de Chega pour former un gouvernement ? Luis Monténégro, leader du PSD, a déjà déclaré qu'il ne conclurait en aucun cas un accord avec Chega. C'est ce qui a amené Mariana Mortágua, la nouvelle leader du Bloco de Esquerda, à déclarer à Ventura, lors du débat qui les a opposés, que « personne ne veut s'asseoir à côté de vous », y compris les partis de droite que Ventura vient de qualifier de « prostituées politiques ». La cheffe du Bloco a clairement gagné le débat.

Luís Leiria, rédacteur de Esquerda.net

ÉTATS-UNIS Un demi-milliard de dollars d'amende pour Trump... quel impact sur sa candidature ?

Les tribunaux ont infligé à l'ancien président Donald Trump deux décisions économiquement dévastatrices qui pourraient lui coûter un demi-milliard de dollars et qui portent un coup fatal à sa marque, à son image et à son ego. Comment ces décisions affecteront-elles ses ambitions présidentielles ?

Dans la décision la plus récente, un juge new-yorkais a sanctionné Trump à hauteur de 350 millions de dollars pour des déclarations commerciales frauduleuses, une somme qui, avec les intérêts, atteindra 450 millions de dollars. Il a également interdit à Trump de faire des affaires à New York pendant trois ans. Le juge a également condamné ses fils, Eric Trump et son frère Donald Trump Jr., à une amende de 4 millions de dollars chacun et leur a également interdit de faire des affaires à New York pendant deux ans. Trump doit payer l'amende dans les 30 jours ou déposer une caution pendant qu'il fait appel des décisions. Selon les estimations, Donald Trump « vaut » 2,3 milliards de dollars, dont la majeure partie est constituée de biens immobiliers, mais il dispose d'un demi-milliard de dollars de liquidités. Il ne fera donc pas faillite. Le juge a également prolongé de trois ans le mandat d'un contrôleur indépendant, un agent du tribunal au sein de l'organisation Trump, chargé de surveiller les fraudes.

Dans une décision rendue en février, les tribunaux ont accordé 83,3 millions de dollars à E. Jean Carroll, une femme qui affirme avoir été violée par Trump il y a plusieurs dizaines d'années et

avait ensuite été diffamée. Trump a fait appel de cette décision.

91 chefs d'accusation contre Trump

Trump a attaqué la décision la plus récente (l'amende de 450 millions de dollars), la qualifiant d'« imposture complète et totale ». Il affirme depuis le début que le président Biden et le Parti démocrate sont à l'origine de ce qu'il appelle les attaques « politiquement motivées » dont il fait l'objet. Il a qualifié le juge d'être corrompu et a déclaré que la procureure générale de New York, Letitia James, une femme noire, qui a porté l'affaire devant les tribunaux, était une « raciste ». Outre ces affaires civiles, Trump doit répondre de 91 autres chefs d'accusation dans le cadre de quatre procédures distinctes. Tout d'abord, à Manhattan, il est accusé d'avoir falsifié des documents commerciaux dans le cadre d'un stratagème visant à verser des pots-de-vin à des femmes qui disaient avoir eu des relations sexuelles avec lui. Ce procès s'ouvrira le 25 mars. Ensuite, en Floride, il est accusé de rétention délibérée d'informations relatives à la sécurité nationale, d'obstruction à la justice, de dissimulation de documents et de fausses déclarations. Troisièmement, en Géorgie, Trump et 18 autres personnes sont

accusés de racket et de conspiration pour voler les élections de 2020. Dans cette affaire, deux des co-accusés de Trump ont accusé la procureure du comté de Fulton, Fani T. Willis, d'avoir bénéficié financièrement de l'embauche de Nathan Wage, un collègue avec lequel elle avait une liaison sexuelle, et ils demandent qu'elle soit dessaisie de l'affaire. Enfin, à Washington, DC, Trump fait également l'objet d'une procédure fédérale pour subversion électorale.

De plus, la Cour suprême fédérale examine actuellement deux affaires concernant Trump. L'une portant sur la décision de la Cour suprême du Colorado de lui retirer la possibilité d'être candidat dans cet État (dans le cadre de l'élection présidentielle) parce qu'il a incité à l'insurrection contre le gouvernement des États-Unis. Et l'autre, sur la question de savoir si, en tant qu'ancien président, il bénéficie ou non d'une immunité de poursuites.

Souscription de Trump pour les frais de justice

Comment les problèmes juridiques de Donald Trump affectent-ils sa campagne présidentielle ? Trump a profité de ses procès pour récolter des dizaines de millions de dollars afin de payer ses frais de justice, et il a immédiatement demandé à ses

partisans de l'aider à financer son appel de la dernière décision rendue à son encontre.

La base de Trump, environ un tiers de tous les électeurs, lui reste fidèle. Ils sont d'accord avec lui pour dire qu'il est politiquement persécuté par une « chasse aux sorcières » du parti démocrate. Et Trump contrôle le Parti républicain, dont la quasi-totalité des éluEs, à tous les niveaux, le soutiennent dans sa candidature à la présidence. La plupart des AméricainEs (deux sur trois) pensent cependant que Trump ne devrait pas bénéficier de l'immunité. La plupart d'entre eux souhaiteraient qu'il soit jugé avant les élections. Si Trump a la mainmise sur sa base, ses problèmes juridiques font qu'il est peu probable qu'il obtienne les voix de démocrates tandis qu'il risque de perdre celles de nombreux électeurEs indépendants (qui balancent entre Républicains et Démocrates).

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

À lire sur le site

Mayotte: l'impasse coloniale, par Paul Martial



TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE!

En finir avec la Françafrique

L'initiative unitaire, lancée par Survie, « Pour un retrait rapide d'Afrique de l'armée française » (lire sur notre site l'appel au meeting parisien du 28 février¹ et la tribune « Armée française en Afrique: il est largement temps de partir »), constitue un soutien essentiel à la vague populaire qui balaise plusieurs pays africains contre la domination néocoloniale française.

remboursement aux PAS ultralibéraux (programmes d'ajustement structurel), avec à la clé privatisation des entreprises publiques, suppression des subventions aux biens et services de première nécessité, réduction des budgets sociaux et de la masse salariale de la fonction publique, développement (au détriment des cultures vivrières) de monocultures tournées vers l'exportation et destructrices de l'environnement, etc. La France et l'Union européenne ont trouvé un nouvel intérêt à l'Afrique. Après s'en être servi comme réservoir de main-d'œuvre gratuite et bon marché, servile puis salariée, pour développer leurs économies capitalistes, elles s'en servent aujourd'hui comme garde-frontière pour réprimer et empêcher ses habitantEs d'émigrer en Europe.

Solidarité avec les peuples africains

La concurrence de la Russie ou de la Chine comme de ses alliés occidentaux, sur fond de rejet de la présence et de l'ingérence françaises (que cherchent à récupérer les « élites » politico-militaires locales jouant, pour leurs intérêts propres, de cette concurrence interimpérialiste), inquiète la bourgeoisie hexagonale. Ce qu'exprime le récent rapport parlementaire sur les relations

franco-africaines qui, faisant le constat que « la France est aujourd'hui bousculée dans une Afrique en recomposition », préconise « une nouvelle stratégie africaine, cette fois bien ancrée dans le 21^e siècle ». De plus en plus affaibli, l'impérialisme français n'en est que plus nocif et dangereux. Nouvelle ou non, sa « stratégie » vise à conserver et même élargir son pré carré africain garant de sa place de puissance économique et politique dans l'arène internationale, et par tous les moyens. La solidarité avec les peuples africains, jusque-là trop insuffisante, est une urgence internationaliste. Notre ennemi est le même : l'impérialisme français.

Germain Gillet

MEETING UNITAIRE

POUR UN RETRAIT RAPIDE D'AFRIQUE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

MERCREDI 28 FÉVRIER 2024

19H, BOURSE DU TRAVAIL

(salle Eugène Henaff, 3 rue du Château d'eau, 75010 Paris) à l'initiative de Survie et de plusieurs organisations.

¹ - <https://nouveauanticapitaliste.org/evenement/paris-meeting-unitaire-contre-la-francafrique>

24 FÉVRIER 2022- 24 FÉVRIER 2024 : LA GUERRE EN UKRAINE

POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE, SOUTIEN À LA RÉSISTANCE ARMÉE ET NON ARMÉE UKRAINIENNE

Le 24 février 2022, après la défaite majeure des États-Unis à la tête de l'OTAN en Afghanistan, Vladimir Poutine lançait son « opération militaire spéciale » vers Kiev et l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Il escomptait consolider son annexion de la Crimée et son contrôle d'une partie du Donbass par une chute rapide du gouvernement Zelensky remplacé par un Pétain ukrainien.

Derrière Zelensky, la résistance populaire massive (inattendue pour Poutine comme

pour les puissances de l'OTAN) infligea une première défaite et un démenti cinglant à cette prétentieuse invasion impériale. On a vu la Russie tenter de bloquer tout accès ukrainien à la mer, avec des capacités de résistance ukrainienne majeures sur ce plan. Pourtant, les armes livrées à reculons par les pays de l'OTAN sont loin d'être suffisantes pour protéger les vies et infrastructures que visent régulièrement des milliers de missiles sur tout le territoire. Les pires violences et crimes accompagnent l'occupation

et les annexions illégales russes dans le sud-est du pays (destruction de Marioupol et de nombreux villages, viols, déportation d'enfants, russification forcée). Deux ans plus tard le front terrestre piétine. Mais la guerre des drones (et l'inventivité populaire notamment sur ce plan) se combine à une bataille politique interne et internationale sur plusieurs fronts. C'est un internationalisme par en bas qui doit se consolider. Comment ?

Quelques réponses par Catherine Samary

De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime

Avant son « opération militaire spéciale » Poutine a de multiples façons nié la réalité nationale de l'Ukraine (selon lui « inventée » par Lénine), comme d'ailleurs la réalité nationale d'autres composantes de l'URSS. La critique du droit d'autodétermination, était au centre de son « essai » de juillet 2021 : « Le droit des républiques à se séparer librement de l'Union a été inclus dans le texte de la déclaration sur la création de l'Union des républiques socialistes soviétiques et, par la suite, dans la constitution de l'URSS de 1924. Ce faisant, les auteurs ont placé dans les fondations de notre État la plus dangereuse des bombes à retardement, qui a explosé dès que le mécanisme de sécurité fourni par le rôle dirigeant du PCUS a disparu, le parti lui-même s'effondrant de l'intérieur »¹.

À la veille du second anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février, l'apport spécifique de la gauche ukrainienne et de ses soutiens internationalistes ne peut être ni « militariste » — aveugle à l'urgence de protéger et d'étendre les droits sociaux pour consolider la résistance — ni pacifiste abstrait, c'est-à-dire aveugle à la caractéristique première de cette guerre : une agression impériale « grand'russe ».



vie décente, une fiscalité progressive pour mieux soutenir financièrement les familles des travailleurs tués au front, et un moratoire complet sur les réformes qui augmentent la pauvreté »².

« De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime » : tel est le titre de la déclaration adoptée par nos camarades de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) le 31 janvier 2024. Nous partageons cette cohérence. Nous partageons aussi avec ces camarades une lutte sur plusieurs fronts.

L'enjeu des droits pour une Ukraine libre et démocratique

Cet internationalisme par en bas, indépendant de tout gouvernement, a pu se construire et s'étendre au travers du RESU/ENSU (« Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine »)³ auquel participe le NPA. Il permet des liens directs (convois syndicaux, débats, campagnes) avec les organisations de la société civile ukrainienne

(politiques, syndicales, féministes, LGBTI-Q...), contre l'agression russe et contre tous les diktats que voudrait lui imposer le FMI ou l'UE, et aussi en solidarité avec les courants antiguerre russes et biélorusses.

Alors que la popularité de Volodymyr Zelensky a flambé dans les premiers mois de la guerre (et demeure élevée), elle a décliné avec les attaques sociales, la corruption, l'absence de transparence des choix, y compris ces derniers temps lors des changements au sommet de l'état-major de l'armée. Mais, souligne Laurent Vogel, membre du collectif belge de l'ENSU, il importe de mesurer « à quel point la résistance est globale : sur le front contre l'occupant, à l'arrière pour une société plus égale et démocratique. Dans un certain nombre de petites entreprises, des formes d'autogestion sont apparues [...]. Pour toutes les activités essentielles comme la santé, l'éducation, les transports, la créativité des collectifs de

Mobilisation populaire ukrainienne massive

La vérification et la consolidation d'une réalité de peuple ne se décrètent pas. Elles se construisent historiquement et se constatent dans la résistance à une agression. Le recul des troupes russes après leur montée vers Kiev

fut, en février 2022, acquis par une mobilisation populaire ukrainienne massive, derrière un président prenant la tête de la résistance armée, alors que tous les gouvernements occidentaux et Poutine lui-même escomptaient sa fuite ou capitulation rapide. Comme le dit la féministe Victoriia Pihul évoquant la

remontée des luttes politiques et sociales sur de multiples fronts en Ukraine et les difficultés actuelles de la mobilisation : « Pour que la guerre devienne populaire, il est nécessaire d'établir l'égalité sociale — en commençant par la confiscation des richesses qui dépassent la norme nécessaire à une

Agenda

**JEUDI 24 FÉVRIER
POUR L'UKRAINE,
MARCHONS
À PARIS, RDV
À 14 H PLACE DE
LA RÉPUBLIQUE.**

Plus d'infos sur : <http://sites.google.com/view/ensemble24fevrier/accueil>

travail a dû improviser des solutions d'urgence qui ont démontré une plus grande efficacité que ce qui était proposé par le management ».

1 — « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », cité par David Finkel dans *Lundi matin*, du 19 juin 2023 « De l'Ukraine à la Palestine : Le poison du déni », <https://lundi.am/De-l-Ukraine-a-la-Palestine-le-poison-du-deni>

2 — Interview de Viktoriia Pihul, féministe ukrainienne et membre du conseil de l'organisation socialiste ukrainienne Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) par Federico Fuentes pour LINKS International Journal of Socialist Renewal.

3 — Voir son site en plusieurs langues ENSU (European Network in Solidarity with Ukraine), avec sa plateforme, ses activités, analyses et partenaires ; et voir Agenda NPA les activités de la branche française du RESU pour l'anniversaire du 24 février.

Soutien à la résistance armée et non armée

La victoire contre l'invasion russe ne peut être simplement « militaire », mais elle ne peut se passer d'armes. Et l'on ne peut se dire solidaire contre une agression et s'opposer aux livraisons d'armes « parce qu'elles viennent de l'OTAN ». Car celles-ci manquent cruellement pour protéger les populations civiles, les infrastructures du pays, la possibilité d'exporter sur la mer Noire, et empêcher la poursuite de l'invasion russe.

Tout cela n'implique pas de renoncer aux analyses critiques de toute logique de « partage de zone d'influence » et de blocs militaires, ni d'être aveugle sur l'instrumentalisation de « l'aide à l'Ukraine » qui camoufle des choix socio-économiques et de production d'armes (comme celle de la France) qui n'ont rien à voir avec l'Ukraine. C'est pourquoi un travail politique est essentiel sur le contrôle des choix politiques, les attaques des droits sociaux

Un travail politique est essentiel sur le contrôle des choix politiques, les attaques des droits sociaux et des services publics — dans le monde, chez nous comme en Ukraine

et des services publics — dans le monde, chez nous comme en Ukraine. En même temps, dans de multiples domaines, c'est la logique du profit marchand qu'il faut traquer — et c'est particulièrement vrai pour les armes qui ne doivent pas être des marchandises. Quant à leur « valeur d'usage »

elle est directement à associer à nos critiques des politiques néocoloniales de la Françafrique notamment.

Politiser les choix et le contrôle
L'UE est devenue le premier contributeur d'aide financière, militaire et humanitaire à l'Ukraine devant les États-Unis.

Les apports les plus importants (1 à 1,5% du PIB du pays) viennent des pays baltes, nordiques et d'Europe centrale les plus directement exposés à la menace russe. Mais une telle menace ne justifie aucun renoncement aux critères écologiques, démocratiques et sociaux des politiques européennes. Et il faut évaluer concrètement l'écart entre promesses et livraisons, de même que la part des budgets défense allant réellement à l'Ukraine. C'est la politisation des choix et des contrôles que doit imposer un mouvement antiguerre à construire dans l'urgence : il ne doit pas renoncer à la solidarité avec les peuples qui luttent pour le droit de disposer d'eux-mêmes, dans la dignité, contre tout rapport d'oppression. C'est cela qui permettra de construire une « paix durable » parce que juste.



Des médecins ukrainiens de première ligne ont exposé dans le centre de Londres une ambulance criblée de balles. L'ambulance a été amenée de Kharkiv pour que tout le monde puisse la voir dans les endroits les plus fréquentés de Londres, le 19 février. © FACEBOOK RESU FRANCE

«Gouvernance nucléaire»: de la fusion à la confusion

Le 13 février, le Sénat a voté la «fusion» au 1^{er} janvier 2025 de l'Autorité de sûreté nucléaire (le «gendarme du nucléaire») et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (le contrôleur technique des installations nucléaires).

Rebaptisée Autorité indépendante de sûreté nucléaire et de radioprotection (AISNR), elle sera dotée d'une «commission d'éthique et de déontologie». Histoire de sauver les apparences, car 2 des 5 commissaires à la tête de l'AISNR sont nommés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et les 3 autres par Macron. Ce démantèlement, décidé le 3 février 2023 par Macron dans le huis-clos d'un Conseil de politique nucléaire, est critiqué par les scientifiques et combattu depuis un an par une majorité des 1650 salariéEs de l'IRSN.

Combativité intacte des salariéEs

Ce 8 février, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, 700 grévistes de l'IRSN mais aussi de l'ASN, ont remanié devant le Sénat, avec une combativité intacte. Le projet de loi doit passer à l'Assemblée nationale à une date indéterminée, situation ubuesque pour ce volet déjà différé de la loi «d'accélération du nucléaire» à la suite de la mobilisation du personnel de l'IRSN. Autre signe de nervosité: du fait de la désindustrialisation rapide du pays, EDF doute de sa capacité technique et de ses moyens humains pour mener à bien le «grand carénage». Ce projet titanesque vise à prolonger de vingt ans les 56 réacteurs existants, certains atteints de sénilité précoce (vieillesse prématurée des enceintes en béton armé du réacteur et «corrosion sous contrainte» de tuyauteries essentielles à la sécurité).



Multiplication incontrôlée des risques

Le Canard enchaîné vient ainsi de révéler qu'EDF a externalisé la gestion de la maintenance prédictive de ses centrales (entretien/remplacement des équipements pour éviter pannes ou accidents) à AWS, filiale de la multinationale US Amazon, laquelle paye 0 euro d'impôt en France. Le contrat (860 millions d'euros) est resté confidentiel sous couvert de «secret des affaires». Cette loi scélérate permet d'emprisonner des journalistes lanceurs d'alerte pour les contraindre à divulguer leurs sources, mais autorise les industriels à refuser de révéler les polluants toxiques de leurs produits. Elle permet aussi, semble-t-il, de mentir puisque, concernant ce contrat, Bernard Salha, directeur technique d'EDF, a affirmé devant le Sénat: «Je n'ai pas eu cette info [...]». L'uranium naturel enrichi en France est importé, et l'uranium traité en France est enrichi en Russie. Ce contrat avec AWS met à nu le mensonge d'État de la clique macroniste sur la «souveraineté énergétique». D'autant que le Foreign Intelligence Surveillance Act et le Cloud Act institués sous l'ère Trump imposent aux hébergeurs de données à les communiquer aux autorités US. Par ailleurs, les méthodes vendues par les sociétés de conseil en maintenance reposent sur une logique financière issue des compagnies d'assurances, transposée à l'industrie, mais inadaptée au risque nucléaire. Pire, les données prétendument «sécurisées» sont exposées au piratage et aux cyberattaques des États ou des mafias, comme le prouve le piratage récent des données sensibles de 33 millions d'assurés sociaux hébergées chez un sous-traitant d'Humanis.

Commission nationale écologie

FÉMINISME Le droit à l'IVG dans la Constitution: où en est-on?

Le Collectif «Avortement en Europe, les femmes décident» appelle à un rassemblement devant le Sénat le 28 février 2024. C'est le jour où doit être à nouveau examinée l'inscription dans la Constitution du droit à l'avortement. Le cri d'alerte, «Halte à l'obstruction!», vise les agissements de la droite et l'extrême droite.

Rappelons que l'inscription du droit à l'avortement comme droit fondamental en Europe et dans le monde est porté par le mouvement féministe avec la volonté de consolider un acquis démocratique majeur pour les femmes: celui de disposer librement de son corps. Après le récent appel de Macron à un «réarmement démographique» de la France, dans le contexte raciste, nationaliste et guerrier que l'on connaît, l'enjeu ne doit pas en être minimisé!

«La liberté garantie» pour la femme d'interrompre une grossesse

Pour la première fois, l'année dernière, la constitutionnalisation de l'avortement avait été votée au Sénat avec un amendement remplaçant «le droit d'avorter» par «la liberté d'avorter». Ce faisant, il ne garantissait plus l'effectivité de ce droit, précédemment voté à l'Assemblée nationale sur proposition de Mathilde Panot. Ce faisant aussi, il n'en permettait plus son inscription, car il fallait que le texte soit voté à l'identique par les deux chambres pour que l'IVG rentre dans la Constitution. Macron s'était engagé le 8 mars dernier à intervenir. Cette fois le texte a été proposé par le gouvernement et voté encore

largement à l'Assemblée nationale le 30 janvier 2024 en reprenant l'expression: «la liberté garantie» pour la femme d'interrompre une grossesse, en laissant de côté l'effectivité du droit.

La menace d'obstruction vient des LR, Larcher, le président du Sénat, jugeant non opportune l'inscription de l'IVG dans la Constitution et Retailleau annonçant que son groupe déposerait des amendements pour enlever le mot «garanti» et renforcer la clause de conscience des médecins.

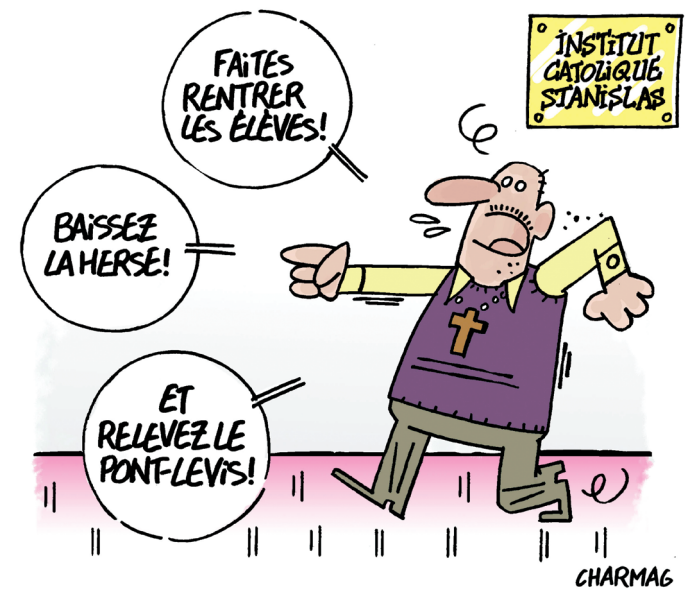
Toutes ces petites manœuvres, alors qu'une majorité de la population est pour la constitutionnalisation de l'avortement, visent à laisser le champ libre à une extrême droite de plus en plus arrogante et de plus en plus organisée.

Cela se passe alors que de nombreux CIVG ont fermé, que l'hôpital public ayant subi des coupes drastiques n'est plus en mesure de répondre aux besoins des femmes. Ainsi, elles sont encore plusieurs milliers par an obligées d'aller avorter à l'étranger.

Quatre médecins spécialisés pour qu'une sage-femme puisse faire une IVG

Dans ce contexte est paru en décembre dernier le décret d'application de la loi donnant

LE DROIT À L'IVG DANS LA CONSTITUTION



la possibilité aux sages-femmes de faire des IVG instrumentales. Cette loi avait été perçue comme une victoire par les professionnelles, ouvrant l'augmentation des possibilités d'IVG et d'un meilleur respect du choix des femmes quant à la méthode. La colère fut à la mesure de la déception: le décret oblige à la présence sur le site de pas moins de quatre médecins spécialisés pour qu'une sage-femme puisse pratiquer une IVG! Non seulement ce surcroît de précautions paraît

injustifié et aberrant à beaucoup de professionnelles, mais il risque de restreindre les possibilités d'avortements dans les établissements, ce qui est contraire à l'objectif de cette loi. Quant aux sages-femmes qui ont une autonomie dans leurs compétences professionnelles, les voilà replacés sous la hiérarchie des médecins! Double raison pour se mobiliser devant le Sénat le 28 février 2024 à partir de 16h30! Commission nationale d'intervention féministe

NAO Chez Ubisoft comme ailleurs, la nécessaire construction du rapport de forces.

Ce 14 février un appel à la grève nationale était lancé à l'initiative d'une intersyndicale comprenant Solidaires informatique, STJV et CFE-CGC. L'appel à l'échelle nationale a été entendu car on comptait environ 700 grévistes pour environ 3000 salariéEs dans les différents studios français de ce géant de l'industrie du jeu vidéo. À Paris, une bonne centaine de grévistes sur le piquet ont marché jusqu'à Saint-Mandé (adresse des bureaux occupés par les équipes de direction). Parmi elleux, on trouve des salariéEs en poste depuis 6 mois à 25 ans, et leur constat est partagé: «On arrive dans le dur de l'attrition naturelle», nous confie un salarié syndiqué chez Solidaires. Dans une industrie qui n'a jamais autant licencié qu'en ce début d'année, Ubisoft ne fait pas exception.

Ce qui revient surtout, ce sont les salaires, qui ne suivent pas l'inflation et dont l'augmentation proposée n'est que de 2,8% malgré une demande de 10% puis 5% par les organisations syndicales pendant les NAO (négociations annuelles obligatoires). De plus, l'enveloppe d'augmentation individuelle est réduite à peu de chagrin (déjà que ce système est opaque, arbitraire et propice aux copinages). Le résultat est l'absence d'augmentations individuelles pour la plupart des salariéEs et des augmentations pour celles qui ont les bonnes grâces de la direction ou qui ont accepté de rogner sur le temps de sommeil pour s'acharner à travailler sur un jeu qui ne sortira peut-être jamais. Car en plus des salaires qui n'augmentent pas, la menace sourde du non-renouvellement de leur CDD en fin de prod', les travailleurEs doivent faire avec un management chaotique habitué aux décisions incompréhensibles. Comment garder le moral quand on travaille quatre ans sur un jeu vidéo pour que tout ce travail soit jeté à la poubelle pour des raisons économiques?

Quel sens trouver à son travail lorsque l'on travaille depuis sa sortie d'études, 7 ans auparavant, sur le même jeu, qui ne sortira peut-être jamais? Par leur grève, les salariéEs d'Ubisoft veulent aussi dire qu'ils en ont assez d'être baladés par la direction sans avoir leur mot à dire sur la stratégie de l'entreprise. La croissance du nombre d'adhérentEs aux différents syndicats chez Ubisoft en témoigne. Cette croissance se retrouve également dans l'ensemble des studios français et montre qu'une conscience de classe émerge parmi les travailleurEs du secteur. Même si les victoires se font attendre, la construction de syndicats et de stratégies de lutte sont une étape nécessaire pour engager le rapport de forces à Ubi comme ailleurs. Dans un secteur qui est longtemps resté un désert syndical, il est temps de faire transpirer Guillemot et ses semblables.

A.B

1 - Voir l'Anticapitaliste n° 647 du 2 février 2023. <https://anticapitaliste.org/actualite/entreprises/ubisoft-le-plan-dattrition-naturelle-ne-passe-pas-aupres-des-salariees>

NAO Chez Galvanoplast, une victoire pour les grévistes.

Lundi 12 février, 40 salariéEs de l'usine Galvanoplast à Villeneuve-la-Garenne (92) sur un effectif de 60, intérimaires et cadres compris, ont commencé une grève pour plusieurs revendications: augmentation de 250 euros mensuels pour tous les salaires; augmentation des primes de repas et d'habillement; amélioration de la couverture santé mutuelle; mise en place d'un accord d'intéressement. Le mardi 13, le patron cède sur: 65 euros d'augmentation générale; augmentation de 3 euros sur l'indemnité repas journalière portée à 7 euros; prise en charge par l'employeur de 50% des frais de mutuelle, soit un gain mensuel d'environ 40 euros; promesse d'un accord de participation. La reprise a été votée à l'unanimité et avec fierté par des grévistes conscientEs d'avoir

gagné une partie contre un patron méprisant et arrogant qui avait refusé à l'ouverture des NAO de discuter sur la moindre revendication. Il ne consentait qu'à distribuer des augmentations individuelles au bon vouloir des chefs. La paralysie de ses ateliers l'a vite fait changer d'avis. Galvanoplast, spécialisé dans le traitement de surface de pièces métalliques, travaille surtout pour l'automobile et l'aéronautique. La grève arrivait en pleine période de charge, et les grands donneurs d'ordre n'aiment pas les retards.

Le groupe Galvanoplast se veut le «leader français» de cette sous-traitance. Il emploie 350 salariéEs sur 6 sites en France et un à Tanger (Maroc). Ils aiment raconter la légende dorée de la petite entreprise familiale qui a réussi mais leurs méthodes ne diffèrent pas de celles des grands recoins capitalistes. Avant de racheter en 2017 l'usine de Villeneuve, ils se sont arrangés avec l'ancien propriétaire pour imposer un «plan social» avec 24 suppressions d'emplois. Et en 2021, ils touchent de l'État une subvention pour création d'emplois...

La grève a été impulsée par la section CGT, seul syndicat présent. Le soutien de l'UL CGT et le passage au piquet de grève de délégués d'autres boîtes ont été appréciés par les grévistes.

Cette grève, une première depuis plus de cinquante ans, est un indéniable succès pour les salariéEs de la boîte qui ont pu vérifier l'importance du rapport de forces collectif face au patron.

Mais la question des salaires n'est pas épuisée et il reste à imposer des conditions de travail décentes avec au minimum le respect des «normes» légales. Avec un patron qui n'est pas un fan de ces normes et qui s'est ainsi permis d'opérer un désamiantage sans respect des procédures légales, il y a du boulot!

Correspondant

Culture

CINÉMA **Bye bye Tibériade, de Lina Soualem**

Documentaire français, durée 1h23 min, sortie le 21 février 2024.

Dans *Leur Algérie*, son film documentaire précédent, Lina Soualem avait fait le portrait de la famille de son père, l'acteur Zinédine Soualem. Elle y racontait la séparation de ses grands-parents après une vie entière passée ensemble et leur parcours d'immigrés venus travailler à Thiers, dans les mines d'Auvergne, après la guerre d'Algérie. Dans *Bye bye Tibériade*, comme une suite, la réalisatrice se penche cette fois-ci sur sa famille maternelle. À travers la figure de sa mère Hiam Abbas, qui a quitté jeune son village palestinien Deir Hanna pour devenir comédienne en Europe — et ainsi échapper à une société traditionaliste et patriarcale dans laquelle elle étouffait — elle peint plusieurs générations de femmes. Celles de Neemat, sa grand-mère qui tout en élevant ses neufs enfants (sept filles et deux garçons) a continué de travailler comme institutrice, de son arrière-grand-mère Um Ali, couturière, qui a fui avec son arrière-grand-père leur village natal lors de la Nakba en 1948 (exode des Palestiniens), obligés d'abandonner leur troupeau de vaches et leur âne.



Archives familiales et histoire collective

Dans les deux films, Lina Soualem part de souvenirs intimes, de ses archives familiales : des photos et des scènes de la vie courante filmées par son père lors des vacances passées à Deir Hanna, aujourd'hui en Israël, près du lac de Tibériade, pour raconter une histoire qui va au-delà de celle de ses aïeux. En partant de son histoire personnelle, la réalisatrice raconte une histoire collective, celle de milliers de personnes qui ont dû fuir leur village, leur maison, leurs terres, de femmes veuves qui ont résisté au quotidien. Ce sont des histoires d'exil, de familles séparées et brisées, de drames, de souffrances.

Lina Soualem signe une fois encore un film très émouvant plein de tendresse et d'amour. Elle nous fait entrer dans l'intimité de sa famille avec une grande pudeur, elle nous montre la difficulté des relations intergénérationnelles, mais aussi toute l'importance de l'héritage et de la transmission.
Béatrice Walylo et Philippe Poutou

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

NOUVELLE **Pleurons sous la pluie, de Tanith Lee**

Éditions Le Passager clandestin, 2024, 80 pages, 6 euros.

Dans le futur, les catastrophes climatiques se succèdent et la pluie est devenue toxique. Les riches vivent cloîtrés dans le Centre, un quartier sous dôme, protégé de l'extérieur. La vie y est agréable, à l'abri de la pollution, des pénuries, de la crise. Dehors, les plus pauvres survivent comme ils le peuvent, et atteindre trente ans est un exploit. Greena, 16 ans, appartient à une famille de la petite classe moyenne. Avec sa mère et sa fratrie, son monde se réduit à leur petite maison, autosuffisante, avec des cultures et un poulailler intérieur.

Elle ne sort pas ou peu pour ne risquer ni la contamination par les pluies toxiques ni les agressions. Sa mère l'élève à la dure pour pouvoir la marier à un homme riche du Centre, sa seule possibilité de vie meilleure, d'ascension sociale.

Catastrophe climatique

Écrite en 1987, un an après Tchernobyl et alors que Thatcher a imposé sa contre-révolution



ultralibérale, cette longue nouvelle de Tanith Lee nous percutte avec beaucoup d'acuité. Cette œuvre de la romancière britannique est visionnaire, à l'image des fictions que publie Le Passager clandestin dans sa collection « Dyschroniques ». Celle-ci exhume des nouvelles de science-fiction ou d'anti-

icipation, écrites et publiées il y a des décennies, et qui entrent en résonance avec les enjeux contemporains : grands projets inutiles et imposés, intelligence artificielle, développement des sociétés privées de mercenaires comme Wagner, complotisme... Aujourd'hui, la catastrophe climatique est là, elle s'emballe même ; et elle touche en priorité les plus pauvres, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale. Le séparatisme des ultra-riches quant à lui s'accélère. En témoigne le développement des « gated communities », quartiers fermés, privatisés, réservés à des riches propriétaires et hypersécurisés.

Backlash antiféministe

La dimension féministe est présente aussi dans cette nouvelle. Greena est élevée pour être une épouse sans qu'elle ait son mot à dire, ni aucun contrôle sur son corps ou sur sa fécondité. Tout le rôle de sa mère, comme celui des autres mères de cette petite

classe moyenne, c'est d'arriver à marier ses filles dans de bonnes conditions.

Il est ainsi facile de faire un parallèle avec les romans de Jane Austen et leur description de la gentry, cette classe sociale, typiquement britannique, qui a aujourd'hui disparu. Cette petite noblesse rurale tirait sa subsistance du produit de ses domaines agricoles, rendant centrale la question de l'héritage, et donc du mariage des enfants.

Le monde de *Pleurons sous la pluie* est donc un monde où le backlash antiféministe a eu lieu, suivant logiquement la catastrophe écologique et le maintien de la domination capitaliste la plus féroce qui soit.

Cette nouvelle, grinçante au possible, nous montre ce que pourrait devenir nos existences si nous n'arrachons pas le pouvoir aux capitalistes, si nous ne les empêchons pas de nous faire payer leurs crises. Il y a urgence !
Sally Brina

ROMAN **Odyssée Lumpen, de Alberto Prunetti**

Traduit de l'italien par Anne Echenoz, Lux éditeur, 216 pages, 18 euros.

Un transfuge de classe, on voit à peu près de quoi il s'agit — et c'est plutôt tendance... Mais est-ce bien, dans ce livre, de cela qu'il s'agit ?

108 metri...

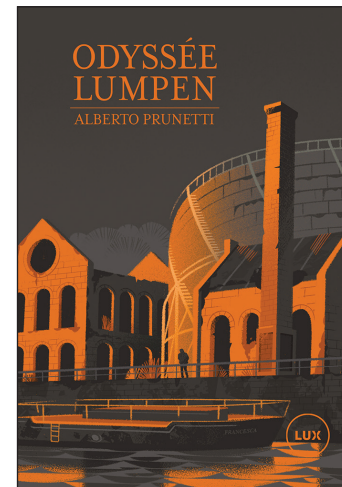
108 metri. The new working class hero. Titre original d'un livre traduit de l'Italien... Il devrait être interdit de traduire les titres, et si vous lisez ce livre vous partagerez mon avis, j'en suis convaincu !

C'est que, avant de parler de transfuge de classe — du point de vue somme toute très classique d'un enfant de la classe ouvrière qui réussit à l'école et n'est pas emballé par l'idée de finir attaché à un laminoir — il faut entendre la fierté de ladite classe, y compris de ses rejetons

récalcitrants, devant l'œuvre accomplie. Ici, des rails de 108 mètres de long, dont la scansion rythme le départ du petit, qu'il reconnaît et qui, si elle ne le retient pas, le marque de façon profonde et définitive.

Déterminisme de classe !

C'est que le jeune homme en question va au lycée, ce qui le détourne de l'usine dont il ne veut pas. Il y apprend même, c'est un peu magique, le sens de la métaphore... Mais cela ne suffit pas à l'extraire de sa condition, et son appartenance de classe le rattrape au fil de ses pérégrinations à travers l'Europe et le condamne aux métiers les plus vils du capitalisme tardif, aux tâches de service dévolues aux immigrés ordinaires, assigné



au coin du four à pizza, avec l'accent italien, aux cuisines collectives que doivent faire fonctionner des marginaux et déclassés comme lui.

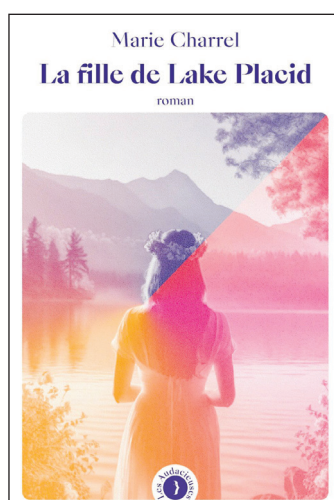
Alors il s'en revient... et l'on comprend que la métaphore, c'est sa vie ! Et ce n'est pas lui, loin s'en faut, le transfuge de classe. Ce n'est pas lui qui trahit, qui abandonne, qui rejette, sa classe. En effet, quand il revient, le haut fourneau a été éteint. Le haut fourneau de Piombino, d'où sortaient les rails de 108 mètres de long, eh bien il a été éteint définitivement... Et c'est comme si c'était bel et bien la classe qui l'avait trahie, lui et ses semblables, en se dissipant comme la fumée noire qui recouvrait la ville. Ne lui reste alors, comme à celui qui sont restés, comme à ceux qui n'ont jamais pris la route, que la perspective d'une odyssée vers le lumpen-prolétariat...

Claude Moro

ROMAN **La fille de Lake Placid, de Marie Charrel**

Éditions Les Pérégrines, 2024, 272 pages, 20 euros.

Octobre 2011. Un clip aux teintes sépia et aux images vintage, filmé au format super 8, est mis en ligne sur Youtube. Son titre ? *Video Games*. Un ovni musical vient de toucher terre, il a pour nom Lana Del Rey. Quelques mois plus tard, en janvier 2012, sort l'album *Born to die*¹, une révélation. Elle y chante le désenchantement, la nostalgie d'un rêve américain qui n'a jamais vraiment existé. Lana Del Rey se fait l'interprète de la génération accro à Facebook et Tumblr, aux anxiolytiques et aux séries télévisées... Elle raconte dans ses chansons la vie de toutes « ces American girls tentant d'échapper à leur condi-



tion, jouant avec les hommes et leurs addictions, trop lucides

pour être heureuses. Les petites sœurs de Sylvia Plath. »² *La fille de Lake Placid* suit la construction de l'artiste et de la femme, de Lizzy Grant à Lana Del Rey. Il fait de nombreux allers-retours au cours de sa vie, depuis son enfance dans sa petite ville de montagne au concert de 2019 avec Joan Baez, la grande chanteuse folk et icône des années 1970.

Il raconte ses désirs de fuite, dans l'alcool puis dans la poésie, ses luttes pour faire sa place dans le monde de la musique, les scènes vides et les managers pourris. La tempête médiatique qui a suivi la sortie de son premier « vrai » album et les procès

en absence d'authenticité. Sa rencontre et sa relation avec Joan Baez.

Parsemé de citations de poèmes de Lana Del Rey³, c'est un roman onirique à l'image de la chanteuse que nous offre Marie Charrel. Il comble à sa manière les interstices et les trous de la biographie de l'artiste culte, vénérée par ses fans.
Sally Brina

1 – Album qui restera près de 10 ans dans le Billboard 200, le classement hebdomadaire des 200 albums les plus vendus aux États-Unis.

2 – Page 214.

3 – Extraits de son recueil *Violettes sur l'herbe à la renverse*, traduit par Cécile Coulon et Aurore Vincenti, publié aux Éditions du Seuil en 2022.

FÉMINISME « La représentation des corps est politique »

Pourquoi dessiner les corps ?

Je milite pour une plus grande diversité dans la représentation des corps, contrairement aux photos, dessins de magazines. La représentation des corps est politique. Dans mon travail, tout est articulé autour de la problématique suivante : comment montrer des corps, les corps, peut aider à lutter contre les oppressions et les discriminations ? Témoigner permet à des femmes, et aussi à des hommes gays, de se réapproprier leur corps, de s'accepter, se libérer. De témoigner que l'on n'est pas pas seulEs à avoir vécu des agressions.

Témoigner permet à des femmes, et aussi à des hommes gays, de se réapproprier leur corps

Comment ce projet t'est-il venu ?

J'ai toujours dessiné les corps. Puis je me suis rendu compte que la représentation des corps, et notamment ceux des femmes, est très politique. Par exemple, les femmes subissent des injonctions féroces de la mode. Moi, j'étais ado dans les années 2000, et partout ce n'était que des corps de femmes extrêmement jeunes, des corps maigres et blancs. Alors moi, j'étais persuadée de ne pas être comme il fallait, car j'étais trop grosse. Cela a entraîné beaucoup de troubles alimentaires. Il faut que dans les magazines, les films, partout, les corps présentés soient représentatifs de la réalité. Qu'on arrête de forcer les jeunes à s'affairer pour ressembler à toutes ces « gravures de mode » ! Notons au passage que beaucoup de vedettes se sont vues obligées par les maisons de disque, les studios de cinéma, de suivre un régime pour maigrir, voire de faire de la chirurgie pour modifier une ou plusieurs parties de leur corps, par exemple, Jennifer après la Star Ac et Britney Spears.

Quels sont les thèmes les plus abordés ?

Ce sont tous les traumas liés aux violences, mais aussi les discriminations vécues par les personnes handis ou racisées. Quand il s'agit d'un témoignage de viol, il n'y a pas de dessin, seulement le récit. Si on était habitué à de vrais corps de la vraie vie, cela aiderait énormément les femmes, et toutes les personnes discriminées, à se réconcilier avec leur corps. Dans un de ses derniers films, Disney a décidé que *la Petite Sirène* serait noire, cela a été une joie et un bienfait immense pour les petites filles noires. Il y a eu aussi beaucoup de réactions hostiles, ce qui prouve que le combat contre

Entretien. Marine, 32 ans, est professeure d'arts appliqués en lycée professionnel.

Elle est « seum_euse » sur les réseaux sociaux. Depuis 2017, elle propose sur Internet de dessiner gratuitement et/ou de prendre des témoignages écrits sur les discriminations et les injonctions liées au corps. Pour visibiliser les corps de la vraie vie, peu ou pas montrés dans la société, notamment pour les femmes grosses, maigres, racisées, handi, etc. Un parcours de femme, artiste et féministe.



“**“Femme voilée” C’est très souvent le terme qu’on a utilisé pour me définir. Comme si ma personne ne se résumait qu’à mon voile.**”

J’étais ado dans les années 2000, et partout ce n’était que des corps de femmes extrêmement jeunes, des corps maigres et blancs. Alors moi, j’étais persuadée de ne pas être comme il fallait

les discriminations est un long et difficile chemin.

Qui sont les personnes qui témoignent ?

La grande majorité sont des femmes. Les personnes qui témoignent ont entre 25 ans et 45 ans dans leur grande majorité. Très très peu de femmes au-dessus de 50 ans me contactent, l’invisibilisation des corps vieillissants dans notre société du paraître est encore un grand tabou. Il y a quelques hommes trans et gays, rarement des hommes cis, hétéros.

Pourquoi seum_euse ?

C'est un projet féministe engagé, militant. Dans « seum_euse », on retrouve « La Semeuse », l'allégorie d'Oscar Roty qu'on retrouvait sur les pièces de monnaie et les timbres, et « seum », qui veut dire être en colère. Je veux dire que nos colères sont légitimes, qu'il faut semer des graines et éveiller les consciences aux discriminations vécues par de nombreuses personnes quant à leur corps.

As-tu des retours des personnes qui ont accepté de témoigner et d'être dessinées ?

Elles sont souvent déjà dans un processus de reconstruction après des traumas. Elles me disent que cela leur a fait du bien. Accepter de montrer son corps, c'est aussi une manière de

retrouver la fierté de soi-même, de prendre ou reprendre la place qu'on mérite.

De nombreuses artistes, chacune dans leur domaine, apportent leur contribution au combat féministe, avez-vous des liens ?

J'aime particulièrement les BD qui questionnent les faits de société, les questions de genre,



les personnes racisées, la parentalité ou la non-parentalité, d'un point de vue féministe. Je suis donc en contact avec plusieurs artistes qui travaillent sur ces questions. Nous échangeons sur nos projets, nos pratiques. J'apprécie particulièrement le travail de maedusa_gorgon par exemple.

As-tu de nouveaux projets ?

Je donne des cours en ligne et j'interviens dans des ateliers de maisons de quartier. Depuis quelques mois, j'anime des conférences où je parle de ma propre histoire, de mon parcours, de mon projet artistique. Chaque notion, chaque thématique, est expliquée et présentée dans l'ordre où les questions sont arrivées dans mon parcours de vie personnelle. Je suis déjà intervenue à la Maison des femmes de Montreuil et à Alençon, invitée par le Collectif des droits des femmes 61. C'est l'occasion souvent pour des femmes de mettre des mots sur les discriminations qu'elles vivent. Pour le mois de l'égalité, en mars, j'exposerai à l'Hôtel de Ville de Laval et j'y tiendrai une conférence le 20 mars. Je suis super partante pour venir partout où l'on m'invite!

Propos recueillis par Christine C.

Pour en savoir plus : Insta : @seum_euse et Site : www.seumeuse.com

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°152 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org